ADMINISTRATION — RÉDACTION
98, rue Georges, Otawa
Tél: Rideau 514

4, rue Langevin, Hull
Tél: Sher. 3925

LE DROIT

SEUL QUOTIDIEN FRANÇAIS D'OTTAWA ET DE HULL

PLUS FRAIS
BEAU — PLUS CHAUD

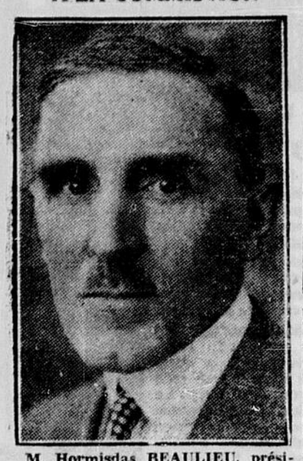
MAXIMUM HIER 64
A 8 HRES CE MATIN 52
MINIMUM (Nuit) 38

19e Année No 116 — OTTAWA JEUDI 19 MAI 1932 — Le Numéro 2 sous

55.000 DOLLARS POUR LA COMMISSION DU D. F.

L'ÉTAT POURVOIT À L'ENTRETIEN ET À L'AMÉLIORATION

À LA COMMISSION



M. Hormisdas BEAULIEU, président de l'Institut Canadien Français d'Ottawa et directeur du Personnel et de la Publicité au ministere des Postes, qu'une rumeur récente désigne, comme successeur de M. Emile Tremblay, comme membre canadien-français à la commission du Service Civil. M. Beaulieu nous fait savoir qu'il n'a pas posé sa candidature.

M. H. Beaulieu à la commission?

La rumeur circule depuis quelques jours, dans les cercles d'habitude bien renseignés, qu'il pourrait être question de M. Hormisdas Beaulieu, du Ministère des Postes, comme commissaire canadien-français du Service Civil, en remplacement de M. Emile Tremblay, retraité récemment.

M. Beaulieu interviewé par un représentant du "Droit", cet avant-midi, a été très surpris de cette rumeur. Il nous a déclaré que c'était du nouveau pour lui, qu'il n'en avait jamais parler, et qu'en tout cas, il n'avait pas posé sa candidature à cette position.

M. Hormisdas Beaulieu est en ce moment directeur du Personnel et de la Publicité au Ministère des Postes, et aussi président de l'Institut Canadien-Français.

Les propriétés sous le contrôle de la Commission du District Fédéral

LA POLICE MONTÉE

La réorganisation de la Gendarmerie coûtera $200.000

ITEM DIVERS

Les crédits supplémentaires déposés ce matin en Chambre par l'hon. E.-N. Rhodes, contiennent un item qui intéresse la ville d'Ottawa d'une façon toute particulière. Il s'agit d'une somme de $55,000 pour la Commission du district fédéral. Cette somme sera employée à l'entretien et à l'amélioration des propriétés sous le contrôle de la Commission.

Les changements récents apportés à l'organisation de la gendarmerie à cheval nous coûteront une somme supplémentaire de $200,000. Les crédits généraux contenaient déjà une forte augmentation des crédits de cette année sur ceux de l'an dernier.

Les pensions militaires exigeront $200,000 de plus.

ITEM DIVERS

Le gouvernement modifie la loi des faillites. Les changements entraineront un déboursé de $25,000.

Le ministère des postes a besoin de $266,000.

Le ministère des affaires indiennes demande $219,100 supplémentaires.

Autre affaire importante. La commission royale d'enquête sur la situation ferroviaire au Canada qui travaille depuis plusieurs mois déjà, exige une nouvelle somme de $50,000.

La prime sur le transport du charbon coûtera une autre somme de $650,000.

Les travaux publics dans les neuf provinces exigeront $518,835 de crédits supplémentaires.

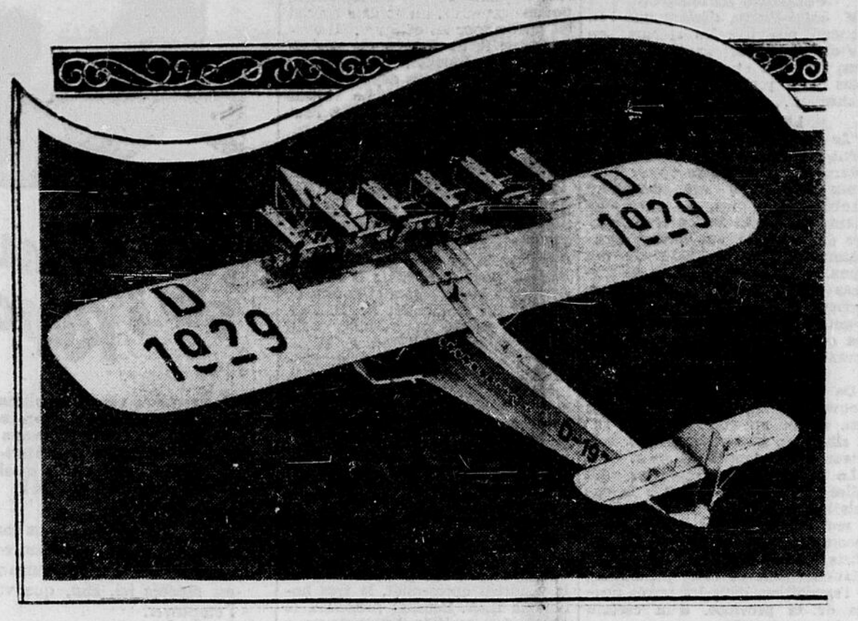
L'AGRICULTURE

Le ministère de l'agriculture demande $897,972. Voilà qui diminuera d'une façon sensible la fameuse économie dont l'opposition s'est plainte avec raison. On notait dans

(suite de la 3ième page)

LA MARCHE AUX TERRES NEUVES PREND DE L'AMPLEUR

LE DO - X EN ROUTE POUR TERRE-NEUVE



Il est parti de New-York ce matin, afin d'accomplir la première étape de son envolée de retour en Allemagne.

C. HOUDE DANS JACQUES-CARTIER?

MONTREAL, 19. (P.C.)—Camillien Houde profitera-t-il de l'élection complémentaire prochaine dans Jacques-Cartier pour tenter de rentrer dans la politique provinciale de Québec?

Cette question intrigue les milieux politiques montréalais. Interrogé à ce sujet, Houde a déclaré qu'il n'avait rien à dire mais qu'il ne niait pas la rumeur.

LE DO-X EST PARTI POUR TERRE-NEUVE

Le départ s'est fait de Long Island, N.-Y., ce matin à 4 h. 05 (h. de l'est)

DES MESSAGES

HALIFAX, 19. (P.C.)—Le DO-X a survolé Halifax ce matin et continué sa route vers Terre-Neuve. Il est passé ici à 10 h. 15 (heure de l'est). Il a fait une légère descente et a survolé le port et à 10 h. 20 il continuait vers l'est. Le commandant a communiqué avec Chibouctou et il a appris que la visibilité au large du cap Race, Terre-Neuve, n'était que d'un demi-mille et qu'il y avait un brouillard au large de la côte de la Nouvelle-Ecosse. Le capitaine Christianson répondit qu'il procéderait malgré le temps défavorable. On croit possible qu'il fasse une descente dans un des ports ou une des îles de la Nouvelle-Ecosse. A 19 h. 45, le DO-X était au-dessus de l'île Sober, comté d'Halifax. A 9 h. 45, il survolait l'île de la Croix, à 40 milles d'Halifax, dit un message de sans fil du vapeur Lady Laurier, du gouvernement canadien.

AU CAP SABLE

NEW-YORK, 19. (P.A.)—La Radio Marine Corporation d'Amérique rapporte que le DO-X a survolé le Cap Sable, N.-E., à 8 h. 40 a.m., heure solaire de l'est.

On croit que l'aéroplane fera une descente au port de St-Jean ou à la baie de Conception, Terre-Neuve. Peu après 11 h., on rapportait du cap Race un léger vent de nord-est et une visibilité de huit milles. A St-Jean on rapportait une visibilité de sept milles et du brouillard. Les conditions étaient les mêmes à la baie de Conception.

NEW-YORK, 19 (P.A.): — Un message de radio à la compagnie Hamburg-American du paquebot Albert Ballin dit que le vaisseau a intercepté un autre message de radio du DO-X, disant que l'aéroplane avait parcouru 90 noeuds pen-

(suite à la 10ième page)

Les Canadiens français un rempart contre le communisme au Canada

IL BAT LA MARCHE

M. A.-T. ST-PIERRE, de Windsor, organisateur de la marche du retour à la terre à partir des villes frontières jusqu'au nord d'Ontario.

Commentaires d'un député de langue anglaise sur la marche du retour à la terre de Windsor

A.-T. ST-PIERRE

Grave situation dans les villes frontières — Les marcheurs prêts au sacrifice.

L'OPTIMISME

"Les Canadiens français sont un rempart contre le communisme au Canada... Tant qu'il y en aura parmi nous, nous n'aurons rien à craindre de cette nouvelle et néfaste doctrine. Ils sont plus attachés que nous peut-être, au drapeau britannique et à leur souverain." Telles sont les déclarations que faisait ces jours derniers, un député de langue anglaise, et aux affiliations orangistes bien connues, en commentant le geste déterminé que sont prêts à faire, sous l'égide de M. A. T. St-Pierre, quelques cinq cents canadiens des villes frontières pour déclancher le mouvement de retour à la terre.

On a vu en effet récemment que cent canadiens, dont soixante pour cent de langue française, étaient prêts, à partir des villes frontières pour s'acheminer vers les terres neuves du nord de la province, à condition que l'état pourvoie à leur subsistance le long de la route et leur avance les sommes nécessaires à une première année de défrichement. Les terres qu'ils veulent aller ouvrir, sont situées à neuf cents milles environ des villes frontières, mais tous, pour obvier à la crise qui les étreint, sont prêts à s'imposer les sacrifices de cette longue marche.

GRAVE SITUATION

La situation dans les villes frontières est peut-être plus grave que

(suite à la 2ième page)

LE MANITOBA EST CONTRE LA QUOTITÉ DU BLÉ

On en arrive à cette conclusion à une conférence des intérêts agricoles du Manitoba.

AUTRES DÉCISIONS

WINNIPEG, 19— (P.C.) L'établissement d'une quotité de blé à la conférence économique impériale d'Ottawa ne serait pas dans les meilleurs intérêts des producteurs de blé, bien que la vente du blé de l'ouest soit de la plus grande importance. Voilà le principal des six points sur lesquels on s'est accordé hier à la conférence des intérêts agricoles du Manitoba, convoquée par le premier ministre John Bracken, afin de formuler des vues et de les faire connaitre au gouvernement fédéral avant la conférence. Les autres décisions prises sont les suivantes: la stabilisation du change est importante, de plus vastes marchés sont nécessaires pour les variétés des produits de la ferme du Canada, un bureau de renseignements sur les marchés dans l'Empire est désirable, il importe de créer de plus grandes facilités pour la distribution de pellicules anglaises dans tout le Canada. Aux délégués canadiens à la conférence impériale on devrait demander de donner la préférence aux articles britanniques dont les consommateurs canadiens ont le plus besoin, tels que les marchandises fabriquées avec la laine les articles de ménage, les matières textiles, les chaussures, les graines de semence et les plants.

SESSION FEDERALE

Le bill de la radio présenté aujourd'hui en troisième lecture

La bonne entente règne hier à la passation en seconde — Crédits agricoles

TROIS ORATEURS

Le salaire des commissaires de la radio —M. Lapointe offre des félicitations.

SANS OPPOSITION

Par Léopold Richer.

La Chambre des Communes s'est occupée de deux choses hier après-midi:—du bill de la radio et des crédits de l'agriculture. Le bill de la radio a été adopté en deuxième lecture et presque toutes ses clauses ont été approuvées par le comité. Le premier ministre a préféré en arrêter là la discussion. Il désirait s'entendre avec les représentants des divers groupes politiques avant de fixer les traitements des membres qui feront partie de la commission. Le bill ne dit pas quels seront les émoluments des commissaires. Aujourd'hui la mesure sera présentée en troisième lecture et les salaires des commissaires seront annoncés.

M. Bennett s'est dit d'avis que l'un des commissaires devait être un ingénieur compétent en radiodiffusion. Cet ingénieur serait même le président de la commission. Il jouirait de pouvoirs discrétionnaires. On lui donnerait la liberté d'action dont il aura besoin pour faire un succès du contrôle étatiste.

Trois orateurs ont pris part au débat préliminaire: MM. R.-B. Bennett, Ernest Lapointe et J.-S. Woodsworth. Ils sont tous trois tombés d'accord. Il est déplorable que ce ne fut pas la dernière séance de la session. Quel souvenir de bonne entente elle nous aurait laissé.

M. BENNETT

Le bill est basé sur les recommandations contenues dans le rapport du comité parlementaire qui a enquêter sur la radio au Canada. L'enquête a été conduite d'une façon tout à fait impartiale. Elle a démontré que le temps était venu pour le gouvernement de s'emparer du contrôle de la radio au Canada. Ce contrôle est nécessaire si l'on veut que la radio aide efficacement à la formation d'un sentiment véritablement national.

M. Bennett deviendrait-il étatiste et un tantinet socialiste? Voici une déclaration intéressante de sa part, puisqu'on l'a toujours cru opposé au contrôle d'Etat. L'air, dit-il, est une ressource naturelle. Le gouvernement fédéral a le devoir d'administrer cette ressource naturelle dans l'intérêt de toute la population. Dans le passé, malheureusement, on a souvent cédé nos ressources naturelles à vil prix. Cela ne se produira pas en ce qui concerne la radio. (Certaines provinces pourraient-elles en dire autant que l'énergie électrique? Mais passons..)

Le gouvernement fédéral n'hésite donc pas à donner suite aux recommandations du comité d'enquête. Le contrôle d'Etat s'impose. Il devra s'exercer sans esprit de parti. Le comité d'enquête a d'ailleurs fait son devoir sous ce rapport.

(suite à la 8ième page)

EASTVIEW VEUT LE SERVICE DE NOTRE BRIGADE

La ville voisine abolirait son service d'incendies par mesure d'économie.

LES POURPARLERS

A cause de la réorganisation projetée du service des incendies d'Ottawa, le conseil municipal d'Eastview, à sa séance régulière, hier soir, a nommé un comité pour s'aboucher avec le chef Sam Blackler afin de savoir s'il donnerait la protection à Eastview. Advenant une réponse favorable et une entente satisfaisante entre les conseils des deux municipalités, la brigade d'Eastview serait abolie et ses membres sans travail. Ce sont le chef Adélard Lanoue, en fonction depuis environ 13 ans après sept ans comme volontaire, et son assistant, M. John Lanoue, régulier depuis 12 ans et volontaire pendant trois ans.

Le comité, nommé pour voir le chef Blackler, se compose du maire David Langelier, du sous-préfet D. Nault, président du comité des incendies, et du conseiller Georges Cyr.

L'APPAREIL

Cette décision d'entamer des pourparlers avec Ottawa a été prise, après un débat considérable sur l'achat d'un nouveau camion pour la brigade ou pour la réparation du camion actuel, dont l'état laisse beaucoup à désirer. Le service des pompiers a reçu plusieurs soumissions sur des nouveaux camions, mais le conseil préfère attendre le résultat des démarches avec Ottawa avant de réparer le vieux camion actuel.

Le maire David Langelier a déclaré que si Eastview obtient la protection du service des incendies d'Ottawa, la municipalité pourra signer un accord satisfaisant sur le versement d'une somme fixe pour chaque incendie combattu ou encore une somme fixe par année.

Si les démarches sont fructueuses, on a l'intention d'établir les bureaux du greffier municipal en remplacement du poste des incendies

DIMINUTION DE CRÉDITS

LES CREDITS DE CETTE SESSION ONT DIMINUE DE PRES DE 38.000.000 DE LOLLARS.

Il y a diminution de près de 38.000.000 de dollars dans les crédits demandés pour cette année au cours de la présente session, en comparaison avec l'an dernier, d'après les crédits supplémentaires déposés aujourd'hui par l'hon. E.-N. Rhodes, ministre des Finances. Le total des crédits principaux ou supplémentaires au cours de cette session a été de 363.394.266 dollars, en comparaison de 401.400.000 dollars.

L'hon. C.-H. Cahan, secrétaire d'Etat, a donné avis formel d'une résolution sur laquelle sera basé un bill en vue de donner suite aux recommandation faites dans le rapport du comité du service civil. La Chambre étudiera demain la résolution en comité plénier.

Le retour du sén. Robertson

GENEVE, Suisse, 19 — Le sénateur G. Robertson, ancien ministre du Travail du Canada, est parti d'ici aujourd'hui pour Paris, complètement rétabli. Il s'embarquera pour le Canada samedi à Cherbourg.

Curtis n'aurait pas pris part à l'enlèvement ou au vol de la rançon

Affirmation du chef de police d'état — Mais Curtis a-t-il tout dit?

DOBSON-PEACOCK

Après son aveu de trucage, le négociateur est en prison à Flemington

LE Dr CONDON

HOPEWELL, N.-J. 19. (P.A.)—Le colonel Norman Schwarzkopf, chef de la police d'Etat du New-Jersey, a annoncé aujourd'hui que rien ne tend à lier John-H. Curtis de Norfolk, avec les véritables ravisseurs du bébé Lindbergh et la perception de l'argent de la rançon. Curtis a été emprisonné hier à Flemington après avoir avoué qu'il avait "imaginé" les négociations qu'il prétendait avoir avec les ravisseurs du bébé Lindbergh. Après l'aveu, on a enquêté sur les allées et venues de John Curtis le soir du premier mars, date de l'enlèvement, et le soir du 2 avril, alors que furent payés 50,000 dollars de rançon par le Dr John Condon.

Après avoir exonéré Curtis de toute participation à l'enlèvement et à la perception de la rançon, Schwarzkopf dit que le Dr Condon a activement coopéré en tout avec la police et a offert de venir à Hopewell ou d'aller ailleurs avec les enquêteurs. D'aucuns prétendent cependant que Curtis cache encore quelque chose d'important.

Un médecin a ordonné à Condon de prendre du repos et la police le laissera tranquille pour quelque temps avant de lui demander de continuer son travail.

(suite à la 3ième page)

QUÉBEC ET LE N.-B. LUTTENT CONTRE LE FEU

On lève l'interdiction dans la province de Québec en se fiant sur les sportsmen.

NORANDA ET ROUYN

MONTREAL, 19. — (P. C.) — Le feu continue ses ravages dans les forêts et les brousses de plusieurs sections de l'est du Canada. De nombreuses équipes de volontaires, sous la direction des gardes forestiers, livrent une lutte opiniâtre pour sauver les ressources forestières.

Les provinces du Nouveau-Brunswick et de Québec ont plusieurs fronts de combat, tous éloignés les uns des autres, mais en Nouvelle-Ecosse on croit avoir maitrisé la situation.

PECHE PERMISE

Cédant aux instances de centaines de pêcheurs, le ministère québecois des terres et forêts a de nouveau ouvert les forêts aux sportsmen, aujourd'hui, sous les réglements ordinaires du printemps, de l'été et de l'automne. On avait refusé l'entrée sur les terres de la couronne au nord de la rivière Outaouais et dans les Laurentides quand la si-

(suite à la 10ième page)

$500.000 POUR RADIOPHONIE AUX CRÉDITS

M. Rhodes dépose pour $6.620.472.95 de crédits supplémentaires, en Chambre ce matin.

Le ministre des finances a déposé à onze heures ce matin les crédits supplémentaires. Ils s'élèvent à $6,620,472.95.

On y relève un item de $500,000 pour le service de la radio. Cette somme pourvoiera sans doute aux dépenses de la prochaine commission de la radio. Il se tiendra à Madrid, Espagne, une conférence internationale sur la radio, en septembre prochain. Le gouvernement du Canada a l'intention de s'y faire représenter puisque les crédits contiennent un item de $15,000 à cet effet.

La conférence économique nous coûtera assez cher. Ainsi dans les crédits réguliers il y avait un item de $250,000. Voici que le gouvernement demande une nouvelle somme de $100,000, ce qui porte le total à $350,000. Ces $100,000 que l'on demande aujourd'hui couvriront les dépenses générales et les salaires des employés supplémentaires qu'il faudra embaucher.

En parlant de conférence il est intéressant de noter que la conférence du désarmement à laquelle le Canada est représenté par sir George Perley et M. Maurice Dupré, nous coûtera $30,000.

Il faudra débourser 209.287 dollars de plus pour le filtre

Le contrôleur des finances fait tenir un rapport sur le coût du poste de filtration.

G.-P. Gordon, contrôleur des finances, a fait tenir au maire, par l'entremise de l'ingénieur W.-E. MacDonald, un intéressant rapport concernant le coût du poste de filtration.

Au 14 mai, ce projet avait coûté la somme de $1,302,519.82, et, selon toute apparence, il faudra débourser encore $209.287.53 pour terminer les travaux.

Ceci signifie donc qu'il y aura un déficit de $196.807.35. M. Gordon demandera cet après-midi au Bureau des Commissaires l'autorisation de prendre les mesures nécessaires pour défrayer ce coût supplémentaire.

QUATRE GUNMEN SONT AU LARGE APRÈS LE COUP

La police tend ses filets pour un vol à main armée à Hull.

CLUB DE CARTES

Un "hold-up" des plus hardis a été commis vers 3 h. 30, ce matin, au club de cartes East End Social Club, avenue Laurier, Hull, quand quatre jeunes gens armés et masqués ont soulagé les goussets des membres du club.

La police de Hull, avertie après que les "gunmen" eurent déguerpi dans un auto portant des plaques de la province de Québec, a lancé le filet pour capturer les coupables. Les limiers de l'est du pays se tiennent en communication avec le détective Ovila Lusignan de Hull, qui avait pincé le voleur de banque il y a environ un an.

VERSION DU CLUB

Un officier du club, qui a demandé le silence autour de son nom, a donné la version suivante de l'affaire de cette nuit: il y avait environ douze membres présents. Quatre bandis armés de pistolets et le visage recouvert par un mouchoir ou un masque sont entrés brusquement et nous ordonnèrent de lever les mains. Ils fouillèrent ensuite les vêtements de chaque personne présente. Un des voleurs était masqué. Les autres se servaient de mouchoirs. Un membre du quatuor tenait deux revolvers, les autres un seul. Quand ils eurent soulagé nos goussets de 181 dollars, ils sortirent de l'édifice du B. et B. et se sauvèrent par le pont Interprovincial dans un auto portant des plaques d'enregistrement de la province de Québec. C'est inutile de faire trop de bruit ou de publicité autour de ce vol, afin d'aider la police à capturer les coupables.

Le même officier prétend qu'aucun des quatre "gunmen" ne parlait le français.

Le détective Lusignan n'avait pas de déclaration pour les journalistes. Il croit que les auteurs du vol viennent de quelque bande criminelle de Montréal. Il était de rumeur que les voleurs avaient pris plus de deux mille dollars au lieu de 181.

NOMINATIONS IMMINENTES DE SÉNATEURS

Me J.-H. Rainville président de la commission du port succéderait au sénateur Legris.

M. O'CONNELL

Il est probable que les deux vacances créées au Sénat par la mort du sénateur Legris et la démission du sénateur W.-L. McDougald, seront comblées avant la prorogation des Chambres. Dans les cercles parlementaires on s'attend fortement à la nomination de Me Joseph-H. Rainville, C.R., président de la commission du Port de Montréal, à la succession du sénateur Legris. Pour ce qui est du siège du sénateur McDougald, il fut à peu près certain un temps, qu'il échoierait à l'hon. E.-L. Patenaude, ancien ministre de la Justice, mais le groupe de langue anglaise de Montréal, que le sénateur McDougald représentait au Sénat, a organisé une délégation qui viendra présenter au gouvernement une pétition demandant la nomination de l'échevin Thomas O'Connell, du quartier St-Antoine et un vétéran de la politique conservatrice.

Tout dernièrement, Me Gustave Monette, C.R., associé légal de M. Patenaude s'est séparé de lui. On croit que cela signifie que Me Monette veut avoir les mains libres pour offrir ses services professionnels au gouvernement, survenant la nomination de M. Patenaude au sénat.

RHODES VEUT UNE RÉPONSE DE M. HOWARD

Le parlement siégera le 24 mai — Peut-être aussi samedi.

UN ACCIDENT

La Chambre des Communes siégera le 24 mai, fête de la Reine, et pour nous fêtes de Dollard. Le premier ministre en a donné l'avis officiel ce matin. Siégera-t-elle samedi? On ne le sait pas. M. Bennett en a parlé un peu, mais pas d'une façon définitive. Cette question sera décidée cet après-midi.

Ce matin la Chambre a commencé les sessions d'avant-midi. Lorsque les séances du matin sont inaugurées, la session en a encore, généralement parlant, pour une dizaine de jours.

La Chambre a siégé de 11 heures à 1 heure cet après-midi pour reprendre la séance à 3 heures. Elle s'est surtout occupée des changements à la loi des faillites.

UN INCIDENT

Plusieurs membres du conseil des ministres continuent d'entretenir du ressentiment au sujet d'une certaine déclaration faite il y a quelque temps par M. C.-B. Howard, député libéral de Sherbrooke, a déclaré le premier ministre au début de la séance de ce matin. Si M. Howard ne peut pas s'expliquer là-dessous

(suite à la 10ième page)

LES SALAIRES NON RÉDUITS DANS QUÉBEC

Ni les salaires ni le personnel des ministères ne seront réduits, dit Taschereau.

QUEBEC, 19.—Le gouvernement de Québec n'a pas l'intention de réduire son personnel dans les divers ministères, pas plus que les salaires des employés civils, a déclaré hier le premier ministre L.-A. Taschereau, avant de partir pour vacances. Il répond en cela à un article du "Star" de Montréal qui disait avoir appris de source recommandable que le gouvernement songeait à réduire son personnel et peut-être aussi les salaires.

En réponse à cet article, dit le premier ministre, vous pouvez dire que le gouvernement n'a nullement l'intention de réduire son personnel ni les salaires des employés civils. Nous allons nous efforcer de boucler notre budget par la plus stricte économie dans tous les ministères et par une perception énergique du revenu dû au gouvernement de différentes sources. Par ces moyens, je crois que nous pourrons obtenir des résultats meilleurs que ceux de tout autre gouvernement au pays.

TORONTO, 19.—La pression reste élevée des Grands Lacs à l'est, et gagne en intensité dans les territoires du nord-ouest. On signale par contre une assez profonde dépression qui se déplace vers l'est en passant par la Baie d'Hudson, et une autre, peu profonde qui s'étend au sud-ouest jusqu'à l'Arizona. Une autre dépression reste stationnaire dans le golfe du Mexique. Il fait relativement frais presque partout en Ontario et à l'est de la province; le temps s'est rafraichi dans les provinces de l'ouest; il y a eu des averses dans certaines régions.

Pronostics.—Vallée de l'Outaouais et Haut-Saint-Laurent: beau aujourd'hui et la majeure partie de la journée demain; plus chaud.

A 8 heures ce matin: Dawson, 40; Aklavikk, 28; Fort Simpson, 36; Fort Smith, 32; Prince-Rupert, 50; Victoria, 48; Kamloops, 58; Jasper, 32; Calgary, 46; Edmonton, 42; Prince-Albert, 42; Winnipeg, 52; Toronto, 54; Kingston, 46; Ottawa, 52; Montréal, 52; Québec, 48; Moncton, 45; St-Jean, N.-B., 54; Halifax, 56; Charlottetown, 50; St-Jean T.-N. 38; Détroit, 52; New-York, 58.